



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-cinquième session

1-4 septembre 2020¹

Déclaration du porte-parole de la Consultation du secteur privé

Résumé

1. Nous nous sommes félicités du souhait ardent exprimé par la FAO de travailler mieux et plus étroitement avec le secteur privé ainsi que de sa volonté de faire en sorte que l'on mette à profit les données et les services d'analyse solides de l'Organisation. Nous avons demandé que cela puisse inclure l'évaluation comparative des pays et des systèmes de production nationaux afin de relever les normes en les comparant aux bonnes pratiques mondiales et nationales (par exemple, rapports production-intrants, pourcentage des prix à l'exportation reçu par les agriculteurs, réglementations et législations).
2. Les entreprises agricoles estiment que l'avenir est porteur d'une kyrielle de problèmes et autres perturbations qui toucheront l'ensemble du système alimentaire, notamment: changement climatique, dégradation de l'environnement, questions de santé et de nutrition (obésité et retard de croissance, sécurité sanitaire des aliments), évolution de la demande des consommateurs dans le contexte d'une urbanisation croissante, vieillissement de la population agricole, augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements inattendus (chenille légionnaire d'automne, par exemple). Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (2021) donnera encore davantage de visibilité à ces thématiques.
3. Les dépenses alimentaires dans la région Asie et Pacifique augmentent à un taux de croissance annuel composé de 6 pour cent, ce qui devrait se traduire par une augmentation de 3 000 à 4 000 milliards d'USD par an des flux de liquidités dans le système alimentaire au sens large d'ici à 2030. Ces nouveaux flux de trésorerie sont appelés à alimenter l'essor des moyens d'existence des populations rurales et des agriculteurs, et devraient aider à attirer d'importants investissements supplémentaires. Les investissements nécessaires sont estimés à environ 800 milliards d'USD, dont 20 à 30 pour cent dans les exploitations agricoles. La part du secteur public et des donateurs sera inférieure à 2 pour cent. La FAO devrait jouer un rôle plus actif dans la résolution des problèmes croissants qui se posent en matière d'alimentation, ainsi que dans les efforts qui sont déployés pour faire en sorte que les investissements deviennent plus

¹ Session initialement prévue du 17 au 20 février 2020, à Thimphou (Bouthan).

- inclusifs et plus durables. Par ailleurs, un système alimentaire moderne et efficace créerait quantité de nouveaux emplois et débouchés au sein de l'économie rurale au sens large. Toutefois, si l'agriculture n'est pas compétitive, une grande partie de ces nouveaux revenus ira à l'étranger par l'importation de produits alimentaires.
4. Le secteur des entreprises soutient les dialogues entre le secteur public, le secteur privé, les producteurs et la société civile afin d'aider à résoudre les multiples problèmes qui se posent dans le système alimentaire de toute la région. Il est nécessaire que ces partenariats multipartites parviennent à une vision commune des formes que prendra la réussite. La FAO pourrait contribuer à rendre ces rencontres plus productives et prêter son assistance pour élaborer les différents scénarios possibles pour l'avenir et établir la capacité de chacun d'eux à répondre aux besoins alimentaires et agricoles qui s'annoncent.
 5. Il existe une génération incroyable de jeunes entrepreneurs enthousiastes à l'idée d'entrer dans le système alimentaire et désireux d'investir dans les technologies numériques, dans la fabrication d'aliments tenant compte des impératifs en matière de santé, de nutrition et de durabilité, dans la conception de nouveaux produits (noisettes, biomasse, riz à faible indice glycémique) ou encore dans la prestation de services agricoles, comme l'exploitation de drones ou la location de tracteurs. Cependant, ces initiatives sont étouffées par le poids de réglementations qui ne font aucune distinction entre les conditions imposées à une petite et moyenne entreprise (PME) et celles imposées à une société multinationale, que ce soit pour l'enregistrement de nouveaux produits alimentaires ou l'obtention de financements. Si la FAO peut aider les pays à élaborer des réglementations mieux adaptées à leur objectif et à la taille de leurs entreprises, cela faciliterait la contribution positive qui peut être celle du secteur des PME.
 6. Le secteur privé ne demande qu'à apprendre. Plus précisément, il souhaite un enseignement pratique et des indications sur «la façon de faire». Les formations en ligne de la FAO seraient un excellent véhicule de diffusion d'enseignements à ce secteur, en particulier aux PME. Le secteur des grandes entreprises agricoles a fait savoir qu'il était prêt à apporter son aide à la création de cours d'apprentissage pratiques bâtis sur l'expérience.
 7. Le système alimentaire doit attirer un bassin d'agriculteurs plus jeunes, plus efficaces et plus professionnels. La technologie pourrait y contribuer, mais il faut avant tout que les exploitants ne doutent pas que l'agriculture leur assurera, ainsi qu'à leur famille, des moyens d'existence raisonnables. Une approche multiple est nécessaire: réduire les coûts de transaction par des investissements publics intelligents dans les infrastructures; réduire les coûts de production par une utilisation plus raisonnée des intrants; augmenter la productivité; étoffer l'information commerciale et approfondir la connaissance du marché; et faciliter l'accès à des parcelles de terre plus grandes. Il est envisagé de soutenir les agriculteurs dans leurs activités par un réseau d'entreprises locales fournissant des services: labourage, utilisation de drones pour le recueil d'informations et les opérations de pulvérisation, mobilisation d'équipes de travailleurs permettant de faire face aux moments de forte demande de main-d'œuvre, etc. La FAO pourrait jouer un rôle important en dispensant des formations, en fournissant des données et en formulant des conseils sur les politiques à suivre et les investissements à consentir, de façon à aider les pays de la région à faire naître de futurs systèmes agricoles et alimentaires plus modernes, mais aussi plus inclusifs et plus durables.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

aprc@fao.org

Introduction

1. Grow Asia est honorée de contribuer à la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Créée par le Forum économique mondial et approuvée par le secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la plateforme de partenariats multipartites, que nous sommes, rassemble des acteurs de différents secteurs: sa vocation est d'améliorer la productivité, la rentabilité et la durabilité environnementale des petites exploitations agricoles. Aujourd'hui, nous travaillons avec plus de 500 organisations de l'ensemble de la région, qui représentent le secteur public, des sociétés multinationales, des entreprises agroalimentaires locales, la société civile, des associations d'agriculteurs ainsi que les acteurs de la recherche et du monde universitaire.
2. Nous avons le plaisir de produire la déclaration suivante du secteur privé à l'issue d'une concertation régionale à laquelle ont participé dix associations et réseaux industriels et quelque 35 entreprises agricoles nationales et d'importance majeure. Se sont jointes à cette concertation des institutions financières, des opérateurs numériques, des investisseurs et des entreprises petites et moyennes.
3. Leurs réponses et leurs idées sont naturellement centrées sur ces millions d'agriculteurs et de participants aux filières commerciales des produits alimentaires de la région Asie et Pacifique.

Contexte, perspectives et risques

4. Deux questions principales ont été posées: selon vous, comment les systèmes agricoles et alimentaires vont-ils évoluer au cours de la prochaine décennie? Quels changements conseilleriez-vous à la FAO et aux gouvernements de la région Asie et Pacifique d'apporter à leur façon de faire?
5. Il s'est dégagé un fort consensus sur les principaux thèmes. Nous sommes face à une situation urgente. Le changement est en cours et, bien qu'il soit difficile à prévoir, il est appelé à s'accélérer. Les événements climatiques vont devenir plus fréquents, plus inhabituels et moins prévisibles. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont très réels et menacent notre existence. Il en est de même du vieillissement de la population agricole, des pénuries de main-d'œuvre agricole et de la raréfaction de l'eau. Le principal moteur du changement est le consommateur urbain, dont les habitudes alimentaires et d'achat évoluent. Cette évolution est en outre marquée par la place grandissante qu'occupent la santé, la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments dans l'esprit de ces consommateurs.

L'entreprise dans le rôle et les activités de l'agriculture

6. Les entreprises du secteur agricole ne montrent aucune unanimité. Une partie d'entre elles ont la conviction que les ODD sont à la fois bons pour le monde et bons pour les affaires. Ces entreprises se lancent dans des investissements audacieux pour un avenir où pérennité et solidarité iront de pair dans l'alimentation et l'agriculture. Cependant que d'autres se contentent d'observer le cours des choses. Elles attendent de voir si ces investissements et innovations vont porter leurs fruits. Pour d'autres encore, la recherche du profit immédiat demeure leur principale motivation. La situation est cependant mûre pour un changement. Celui-ci dépendra pour une grande part de l'issue du cycle des initiatives commerciales actuelles tournées vers la durabilité et l'inclusion.
7. Il est éclairant de voir l'éventail des innovations et des approches nouvelles que ces entreprises engagées dans l'agriculture mettent en œuvre, notamment les suivantes:
 - **amélioration de la nutrition:** par exemple, reformulation de produits, prise en compte des aspects liés à la durabilité et à l'amélioration de la nutrition dans de nouveaux produits alimentaires, conception d'aliments adaptés à des besoins sanitaires nouveaux (par exemple,

le riz à faible indice glycémique), développement d'applications numériques pédagogiques destinées à améliorer les choix alimentaires chez les jeunes;

- **amélioration des moyens d'existence des agriculteurs**, afin d'attirer une population d'exploitants plus jeunes, plus efficaces et composée d'un plus grand nombre de femmes, par un renforcement de la productivité, par un abaissement des coûts de production et par des investissements dans les infrastructures destinés à réduire les coûts des transactions;
 - **mise à profit des retombées positives des nouvelles technologies numériques** qui offrent la perspective de transformer positivement la relation entre les agriculteurs et les entreprises agricoles, en réduisant les coûts de transaction et en ouvrant la voie à de nouveaux modes de fonctionnement²;
 - **approches pédagogiques visant à faciliter la création et la mise en œuvre de modèles d'entreprise inclusifs avec les petits producteurs**, par le biais de partenariats multipartites, au niveau tant local que national;
 - **soutien à l'émergence d'un secteur de prestations à l'agriculture en milieu rural**: par exemple, prestations contractuelles de mécanisation, équipes de travailleurs, exploitants de drones, etc.;
 - **création de nombreux partenariats entre plusieurs parties prenantes ayant pour vocation d'apporter des solutions aux problèmes du système alimentaire au stade préconcurrentiel** (c'est-à-dire en réponse à l'ODD 17): par exemple, Grow Asia, Global Agribusiness Alliance, Sustainable Rice Platform, World Business Council for Sustainable Development, Global System for Mobile Communications, Food System Dialogues, etc.;
 - interventions multiples sur le terrain destinées à **prévenir la déforestation, adopter des approches territoriales, réduire l'utilisation d'intrants et d'eau, réduire le gaspillage alimentaire, améliorer la diversité des cultures agricoles et créer des emplois** dans le système alimentaire au sens large.
8. Les résultats des enquêtes³ menées auprès d'entreprises agricoles asiatiques sur les facteurs qu'elles perçoivent comme des défis sont les suivants: le changement climatique et la dégradation de l'environnement (26 pour cent); la formation, les pratiques et les connaissances des agriculteurs (19 pour cent); l'accès aux financements (13 pour cent); la médiocrité des infrastructures et le manque d'accompagnement de la part des pouvoirs publics (10 pour cent); les pénuries d'eau (9 pour cent); les pénuries de main-d'œuvre (9 pour cent); d'autres facteurs (14 pour cent).

Les puissants moteurs externes du secteur asiatique de l'agriculture et de l'alimentation.

9. Les perspectives économiques du secteur agroalimentaire asiatique sont excellentes, avec des projections d'augmentation très importantes des dépenses d'alimentation⁴. La valeur totale du marché de l'alimentation en Asie et Pacifique devrait doubler entre 2020 et 2030 pour atteindre 7 000 à 8 000 milliards d'USD. Cela offre d'immenses possibilités d'augmenter les revenus de l'agriculture et de l'économie rurale en général (contribution à la réalisation de l'ODD 1). C'est aussi un défi, car si l'agriculture asiatique n'est pas compétitive, une part majeure de ce surcroît de revenu sera dépensée dans l'acquisition à l'étranger de produits d'importation. Cette situation est compliquée par les problèmes mis en évidence ci-dessus.

² Par exemple, la traçabilité, les services de conseil, la numérisation de la notation du crédit, la logistique rurale, les porte-monnaie électroniques pour les paiements, le prêt entre pairs, la consolidation de la demande de prestations contractuelles, la détection et la prévention des infestations de ravageurs et des flambées épidémiques, les diagnostics de nutrition des sols à faible coût, l'exploitation des données satellitaires, etc.

³ Enquête agroalimentaire asiatique de PwC 2019.

⁴ Le marché alimentaire de la région Asie et Pacifique a connu un taux de croissance annuel composé de 6 pour cent.

10. La population urbaine va augmenter d'environ 550 millions de personnes au cours de la prochaine décennie. Le montant des dépenses d'alimentation sera amplifié par la croissance économique exceptionnelle et continue de la région.
11. Les habitudes alimentaires des consommateurs asiatiques sont en train de changer, avec une consommation accrue de protéines animales, de produits agricoles de plus grande valeur et, surtout, d'aliments préparés. Leurs priorités en matière d'alimentation sont généralement le goût, suivi par la qualité et le prix. La sécurité sanitaire des aliments est une question qui gagne en importance. À l'horizon 2030, la région représentera 63 pour cent de la classe moyenne mondiale et 56 pour cent de sa population sera composée de jeunes. Leurs demandes de denrées alimentaires sont difficiles à prévoir avec précision. Mais ils sont appelés à se détourner des marques et de la certification pour s'intéresser de manière croissante à la provenance de leurs aliments, à l'éthique alimentaire et, paradoxalement, aux produits alimentaires de luxe et haut de gamme. Malgré la poursuite de la croissance économique, les besoins des segments les plus modestes de la population, pour lesquels l'alimentation doit être bon marché et nutritive, seront à prendre en compte.
12. Ces excellentes perspectives économiques appellent et laissent entrevoir un regain d'investissement. Au total, au cours de la prochaine décennie, on estime que le surcroît d'investissement dans l'agriculture et l'alimentation en Asie s'élèvera à 800 milliards d'USD. La ventilation des besoins d'investissement en Asie est la suivante: 57 pour cent dans la transformation des aliments, 20 pour cent dans la production agricole, 19 pour cent dans le commerce de gros ou la distribution et 4 pour cent dans les intrants. Il faut s'attendre à une forte proportion d'investissements hors agriculture. La cartographie des phénomènes de mutation que connaît l'agriculture montre que la valeur ajoutée par habitant dans l'agriculture primaire est relativement statique, alors que la proportion du PIB créée dans le reste des chaînes de valeur augmente de façon spectaculaire. Cela crée à son tour des emplois et ouvre des créneaux dans le système alimentaire au sens large. Moins de 2 pour cent de ces nouveaux investissements proviendront du secteur public, environ 11 pour cent proviendront directement des entreprises et des consommateurs, tandis que 88 pour cent proviendront du secteur financier. La Chine en représentera environ la moitié, l'Inde un quart et l'Asie du Sud-Est 17 pour cent.

Les demandes des entreprises agricoles auprès de la FAO et des gouvernements de la région Asie et Pacifique

Adopter une approche fondée sur les systèmes alimentaires

13. **Situation:** Les systèmes alimentaires de la région devront traverser une période de changement et de mutation rapides, compte tenu de la série de problèmes qui se profilent à l'horizon (urbanisation, vieillissement des populations agricoles, changement climatique, dégradation de l'environnement, questions de santé et d'alimentation), en plus de devoir être capables de faire face à un nombre croissant d'événements extrêmes et inédits. Les gouvernements nationaux et les organismes de développement devront être préparés, disposer de plans et être en mesure d'exécuter des programmes pour résoudre ces problèmes. Ceux-ci devraient comprendre plusieurs volets, à commencer par la création d'un bassin d'agriculteurs plus jeunes, plus efficaces et plus professionnels, contribuant à l'émergence d'une multitude de nouveaux emplois et de possibilités de création d'entreprises dans l'économie rurale et au développement de l'investissement dans les infrastructures rurales. Il s'agira en particulier d'assurer un approvisionnement efficace en eau, de réduire les inondations, de faciliter le transport des produits agricoles vers les marchés urbains et leur stockage, mais également de faciliter la transition vers des produits alimentaires plus sains et plus nutritifs, permettant aux consommateurs de faire des choix alimentaires plus judicieux. Ces mesures viennent s'ajouter à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la faim, deux domaines d'action qui occupent depuis toujours une place de premier plan. Cette approche fondée sur les systèmes alimentaires modifiera la façon dont les pouvoirs publics envisagent l'agriculture et

l'alimentation. Le mandat de la FAO couvre l'alimentation et l'agriculture. À l'avenir, l'Organisation sera appelée à élargir l'éventail de ses activités pour étoffer encore davantage son savoir-faire, de manière à s'imposer comme un conseiller respecté et reconnu des gouvernements, capable de travailler de concert avec les acteurs du système alimentaire.

14. **Action:** Un constat perspicace souvent cité est que «l'avenir est déjà là, mais il inégalement partagé». On a déjà commencé à s'attaquer à bon nombre des problématiques dégagées dans la concertation. Des innovations de grande ampleur sont en cours. Des solutions sont en passe d'être trouvées. La FAO a un rôle essentiel à jouer consistant à recueillir les bonnes pratiques des pays, des projets et des programmes sur le terrain, en vue de les diffuser sous la forme de produits de connaissance efficaces, en faisant en sorte que tous les acteurs des systèmes alimentaires de la région Asie puissent accélérer leur apprentissage, adopter en toute confiance les pratiques éprouvées et étendre ainsi la portée des résultats positifs obtenus. La FAO pourrait jouer un rôle important, au niveau tant régional que national, en tant qu'organisateur de dialogues entre les segments disparates du système alimentaire (voir la section ci-dessous).

Pour assurer un changement véritable à plus grande échelle, il faudra une action concertée des partenariats multipartites

15. **Situation:** À l'avenir, les systèmes alimentaires des pays de la région devront faire face à des changements encore plus rapides, à des événements plus extrêmes et à une plus grande complexité des besoins. Comme le souligne l'ODD 17, il faut, pour que les changements à opérer soient suffisamment rapides et d'une ampleur suffisamment vaste, que tous les chaînons que comportent les différents systèmes alimentaires fonctionnent de concert. Ce dialogue doit englober le secteur public, le secteur des entreprises, les producteurs et leurs représentants. L'efficacité de ces partenariats sera grandement renforcée si ces acteurs peuvent être rassemblés autour d'une vision commune de la réussite future.
16. **Demande:** Il faut que les gouvernements s'appuient sur les réseaux existants ou créent de nouveaux forums efficaces qui soient propices aux dialogues entre les secteurs (public, privé, producteurs). La FAO pourrait jouer le rôle d'organisateur de ces espaces de discussion permettant aux entreprises agricoles et aux organisations d'agriculteurs de dialoguer et d'échanger des connaissances avec les gouvernements. L'expérience montre que ces dialogues peuvent s'articuler autour d'approches fondées sur les chaînes de valeur et/ou aborder des questions transversales. Pour être efficaces, ces processus supposent un accompagnement important faisant intervenir divers rôles et compétences. Cet accompagnement pourrait devenir une fonction de grand intérêt pour la FAO. Il pourrait notamment s'agir: i) de dégager, à partir des expériences menées à travers le monde, les pratiques optimales pour instaurer des dialogues efficaces; ii) d'aider à définir les options et les conséquences des différents scénarios futurs pour les systèmes alimentaires et agricoles, et leur capacité à contribuer à la concrétisation des ODD⁵; iii) d'apporter un soutien technique à l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action visant à résoudre les difficultés rencontrées par tous ou à explorer de nouvelles possibilités⁶.

⁵ On peut citer comme exemples de scénarios permettant d'initier le dialogue: i) une combinaison traditionnelle de petite agriculture vivrière à petite échelle, à faible niveau d'intrants, avec des hangars de marchés locaux; ii) un bassin de jeunes agriculteurs plus performants, soutenu par des prestataires de services locaux capables de contribuer à la modernisation des systèmes alimentaires; iii) un petit nombre de grandes exploitations agricoles assurant l'approvisionnement de quelques entreprises alimentaires concentrées; et iv) l'émergence d'une production alimentaire en laboratoire.

⁶ Ces plans pourraient, par exemple, prendre la forme de feuilles de route nationales, destinées notamment à assurer la coordination des actions à mener par les secteurs public et privé et par les producteurs en matière d'investissement, de politiques et de programmes.

Les effets potentiellement positifs du secteur des PME sont entravés par le type de réglementation en place et par leurs objectifs d'amélioration de leur fonctionnement

17. **Situation:** Un niveau remarquable d'innovation et de créativité se fait jour dans le secteur des PME. En particulier chez les jeunes entrepreneurs qui voient des débouchés dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture⁷. L'innovation et la créativité sont impressionnantes. Si celles-ci sont encouragées et soutenues, elles ouvrent de nouvelles perspectives d'emploi et de débouché dans l'économie rurale, en plus de devenir un modèle et une source d'inspiration pour d'autres jeunes entrepreneurs. La doléance récurrente (également exprimée en leur nom par les grandes entreprises) est le niveau de réglementation et les démarches administratives auxquels les PME sont contraintes de se soumettre. L'obtention de financements pour ces entreprises est un obstacle majeur. Elles sont désavantagées par rapport à leurs concurrentes de grande taille, qui peuvent engager du personnel spécialisé pour les guider dans ces démarches complexes.
18. **Action:** Il y a un vrai besoin que les gouvernements allègent le poids des réglementations qui pèse sur les PME. À cet égard, la FAO pourrait apporter son appui en présentant des cas exemplaires illustrant la manière dont certains pays y sont déjà parvenus. L'une des caractéristiques des entreprises agricoles de toutes tailles est leur volonté d'apprendre. Un système alimentaire plus sophistiqué devra être doté d'un personnel formé. Il est nécessaire de permettre aux systèmes d'enseignement nationaux de favoriser un renforcement du niveau de connaissance et de compréhension de l'agriculture commerciale, tout en contribuant à une plus grande valorisation. Les PME, par exemple, sont désireuses de s'informer sur le système HACCP et la sécurité sanitaire des aliments, la reformulation des produits alimentaires et les nouveaux créneaux commerciaux dans le domaine des services au secteur agricole. Les grandes entreprises agricoles se sont portées volontaires pour apporter leurs contributions et leur expertise dans le cadre de ces programmes d'apprentissage. Les services de formation en ligne de la FAO pourraient utilement organiser et diffuser ces produits de la connaissance.

Les démarches et modalités d'obtention de financements pour les PME ont fait l'objet de nombreuses critiques. Celles-ci étaient considérées comme trop lentes (le phénomène de paralysie par l'analyse a beaucoup été mentionné), trop onéreuses pour des montants relativement faibles, et une grande partie des informations recueillies n'avait souvent aucun rapport avec les investissements en question. La FAO pourrait jouer un rôle important pour ce qui est de faciliter l'accès des PME aux financements en aidant les établissements financiers à mettre au point des modalités de prêt adaptées à leurs besoins et en contribuant à réduire les risques afférents à ces investissements importants grâce à des outils comme le financement mixte ou la couverture des premières pertes.

Mettre à profit le savoir-faire de la FAO et son envergure mondiale en matière de statistiques, de données et d'analyse

Situation: La FAO a un rôle particulier à tenir au plan mondial par la création d'une base solide de statistiques, d'analyses et de connaissances qui éclairent les décisions des gouvernements et des entreprises. Avec la croissance exponentielle des données et de la puissance de calcul, le potentiel et l'importance de ce type d'informations pour l'amélioration des pratiques, la prise de décision et la mise en place de changements positifs ne feront que croître.

Action: Les modalités et les moyens permettant de consolider et d'analyser des quantités croissantes de données constituent à l'évidence un domaine auquel la FAO accorde une attention accrue. En particulier, le secteur des entreprises agricoles estime que la FAO et les gouvernements devraient créer des données de référence qui permettraient aux différents secteurs et aux pays de se comparer et de mesurer leurs

⁷ Cette consultation a porté sur: l'investissement dans les laboratoires alimentaires, dans de nombreuses nouvelles technologies numériques et la robotique agricole; les prestations de services de location de tracteurs; la production de riz à faible indice glycémique; les produits de qualité supérieure dans le secteur du thé, du chocolat et du café; et la production de biomasse.

résultats et leurs progrès⁸. La mise en évidence de ces données factuelles est l'une des premières grandes étapes pour augmenter l'efficacité, réduire les coûts et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Le deuxième domaine d'action consiste à promouvoir de meilleures politiques et réglementations et une plus grande efficacité en comparant les pays les uns aux autres.

Attirer un bassin d'agriculteurs plus jeunes, plus efficaces et plus professionnels

Situation: La population agricole est vieillissante. Les filles et fils d'exploitants se détournent de l'agriculture. On s'inquiète sérieusement de savoir qui seront les futurs producteurs de denrées alimentaires. Un examen plus approfondi des travaux de recherche et des observations de terrain permet de brosser un tableau un peu moins sombre. Il y a des jeunes qui restent dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation. Ils ne sont peut-être qu'une minorité, mais c'est grâce à eux qu'il est possible de créer un bassin d'agriculteurs plus jeunes, plus performants et plus professionnels. Des recherches menées au Bangladesh ont montré que ceux-ci se trouvaient généralement dans les secteurs en expansion, plus intensifs et plus rentables, par exemple l'élevage, les fruits et légumes, la valorisation des produits. D'autre part, les preuves abondent sur le fait que la vie d'un petit exploitant n'est pas celle à laquelle les gens aspirent généralement. Il faut être prêt à lutter et à travailler dur pour gagner sa vie de manière décente en cultivant des produits de base sur une petite parcelle de terre, sachant qu'on est bien souvent à la merci des conditions météorologiques et de la fluctuation des prix. C'est pourquoi, il est essentiel que l'agriculture fournisse aux jeunes agriculteurs de bons moyens d'existence.

Action: Pour constituer un bassin d'agriculteurs plus jeunes, plus efficaces et plus professionnels, il faudra prendre des mesures concertées dans de nombreux domaines. Les gouvernements devront notamment investir de manière intelligente dans les infrastructures rurales afin de réduire les coûts de transaction (routes, marchés et accès aux services que sont internet, l'électricité et l'eau); abaisser les coûts de production – par une utilisation intelligente des intrants; et augmenter les rendements par la diffusion de bonnes pratiques⁹. L'accès aux informations et aux renseignements sur les marchés peut être utile pour améliorer la négociation des prix, tout comme la facilitation de la concurrence par un meilleur accès à d'autres acheteurs. Il convient également d'améliorer l'accès aux services qui peuvent rehausser la productivité ou réduire les coûts de production. Enfin, il faudra que ces agriculteurs aient accès à de grandes parcelles de terre pour leur permettre d'accroître leur productivité et leur rentabilité. Cela peut nécessiter d'apporter des changements au niveau de l'attribution des titres de propriété, des marchés fonciers, des contrats de crédit-bail, etc. Tous ces efforts seront grandement facilités par l'accès du secteur agricole au numérique et aux autres nouvelles technologies.

19. Il existe également un argument en faveur d'une action résolue visant à donner une plus grande visibilité à ces agriculteurs et à revaloriser leur profession, comme cela se fait dans les écoles indonésiennes, où le programme de formation sur les possibilités offertes par l'agriculture se conclut par un chant durant lequel les écoliers entonnent «Menjadipetaniitukeren»: «L'agriculture, c'est tendance!»

⁸ À titre d'exemple, la mise en évidence du rapport production-intrants relativement faible des producteurs de café au Viet Nam, où les taux d'irrigation et d'application d'engrais sont nettement supérieurs à ce qui se fait ailleurs, a conduit à l'adoption de bonnes pratiques agricoles en vue d'améliorer la situation. De même, les comparaisons établies entre les pays en ce qui concerne le pourcentage du prix final qui revient aux agriculteurs ont été utilisées pour accroître les profits de ces derniers (c'est notamment le cas pour le prix obtenu par les producteurs de thé lors des ventes aux enchères, sur la base de comparaisons entre le Rwanda, le Kenya et Sri Lanka).

⁹ Les rendements des petits producteurs se situent généralement à un niveau égal au tiers ou à la moitié des rendements possibles, et la plupart des projets axés sur la chaîne de valeur commencent par des améliorations de la productivité.

Quatre domaines techniques spécifiques

Innovation et technologies numériques

20. **Situation:** On estime que la Chine et l'Inde ont trois à cinq ans d'avance sur le reste de la région en matière de technologies numériques. Au sein de l'ASEAN, seuls deux pour cent des agriculteurs utilisent des technologies numériques pour analyser leurs activités. Il existe une méconnaissance entre le secteur des technologies et celui de l'agriculture, non seulement quant aux perspectives offertes par l'un et l'autre, mais aussi quant aux capacités et aux besoins du secteur agricole. Comme cela est souvent le cas en matière de développement, les plus grands progrès sont accomplis quand deux entités cloisonnées – en l'occurrence les agriculteurs d'une part et les experts du numérique d'autre part –, qui évoluaient jusqu'ici chacune de leur côté, se voient offrir la possibilité de travailler ensemble. Les grandes entreprises agricoles estiment que les technologies numériques peuvent améliorer de multiples façons leurs relations avec les petits agriculteurs. Le secteur numérique évolue rapidement. Il en va de même de la capacité numérique et de la compréhension qu'en ont les agriculteurs. Ces derniers utilisent les appels vocaux, Facebook et WhatsApp pour recueillir des informations et des idées. Ces méthodes reflètent leur façon de procéder pour recueillir des informations (c'est-à-dire auprès d'autres agriculteurs, au coup par coup et par petites touches). Une grande partie de ce qui est mis au point dans le secteur des technologies numériques repose sur des projets et n'est portée que par une ambition limitée d'atteindre l'échelle requise. L'accent est mis principalement sur le développement d'applications. Les données des enquêtes effectuées auprès des agriculteurs brossent un tableau différent. La plupart des agriculteurs se servent déjà de leur téléphone portable, notamment de leur smartphone, comme d'un outil professionnel (par exemple, pour passer des appels ou initier des conversations en ligne, que ce soit par WhatsApp, Facebook, ou Messenger). Seul un pourcentage infime d'entre eux utilise activement des applications agricoles dans les pays de l'ASEAN. Les capacités et les besoins réels du secteur agricole sont mal connus, et les jeunes entreprises ne sont pas en mesure de présenter des arguments commerciaux convaincants sur la manière de devenir économiquement viable.
21. Le secteur des entreprises agricoles a également fait valoir avec insistance que l'agriculture et le secteur alimentaire étaient soumis à de multiples menaces imminentes. La situation exige de toute urgence un ensemble de technologies et de techniques nouvelles et réellement innovantes, si nous voulons réussir à endiguer les menaces futures qui se dessinent.
22. **Action:** Il est important que les gouvernements, avec le soutien de la FAO, renforcent les capacités d'utilisation des applications numériques dans les organisations d'agriculteurs et de producteurs. Ce processus doit accompagner les communautés agricoles dans leur cheminement continu vers une plus grande culture numérique, mais aussi une plus grande sophistication dans l'exploitation des possibilités offertes par les systèmes d'information et de communication mobiles et numériques.
23. Les organisations comme la FAO ont un rôle important à jouer pour aider à combler le fossé entre le monde technologique, qui a peu de connaissances sur l'économie rurale, et le secteur agricole¹⁰. Il existe un grand nombre d'applications nouvelles qui ont été développées ou sont en cours de développement. La plupart d'entre elles vont échouer. Les jeunes entreprises et les entreprises numériques ne sont pas en mesure de mener des recherches fondamentales d'intérêt public (par exemple, établir une corrélation entre l'apparence des cultures à un stade précoce de développement et les rendements finaux ou mettre au point et diffuser des systèmes de prévisions météorologiques localisées et exactes). Ce type de données administratives d'intérêt public peut être élaboré et entretenu par le secteur public. Alors que la diffusion peut être mieux assurée par l'actuel écosystème d'applications agricoles, ce dispositif aurait pour effet d'amplifier la portée

¹⁰ Par exemple, la pertinence de la conception centrée sur l'opérateur humain (l'agriculteur) qui vise à faire coïncider la technologie et les besoins.

- et d'accélérer l'adoption de technologies numériques utiles allant dans le sens d'une modernisation de l'agriculture. Ce rôle consistant à mettre en synergie les jeunes entreprises du secteur numérique avec l'intérêt public doit être celui des gouvernements, accompagnés et guidés en cela par la FAO. Beaucoup a déjà été fait par un éventail d'entreprises agricoles pour investir dans les technologies numériques, en particulier au cours des dernières années: investissements importants, nomination de personnel spécialisé, parrainage de parcours d'innovation numérique (hackathons) et d'accélérateurs pour se mettre en situation de repérer les innovations prometteuses à un stade précoce, etc.
24. Il est nécessaire que le secteur public demeure en prise avec les développements et les possibilités qu'offrent les technologies numériques. La FAO pourrait avoir un rôle précieux à jouer pour ce qui est, d'une part, de dispenser des formations sur les atouts que présentent le numérique pour améliorer les services publics et la fourniture de biens et, d'autre part, d'aider les gouvernements à tirer parti des compétences des jeunes entreprises et du secteur du numérique.
 25. L'un des principaux enseignements du programme numérique est l'intérêt de définir, dans un premier temps, un énoncé structuré du problème auquel les jeunes entreprises et les entreprises du numérique se proposent de faire face. Il pourrait s'agir par exemple: i) de pouvoir produire les chiffres des améliorations de rendement en utilisant des données satellitaires et l'intelligence artificielle, afin de structurer des incitations pour les services de vulgarisation; ii) de la possibilité de rendre obligatoire l'utilisation d'un identifiant individuel pour chaque exploitation agricole sur toutes les plateformes numériques; iii) de la possibilité de partager des données ou d'utiliser les écosystèmes existants d'applications numériques comme canal d'information d'intérêt public; et iv) de données servant à créer une image beaucoup plus nette et des valeurs de référence dont l'agriculture et l'alimentation pourraient avoir besoin¹¹. Dans le cadre du soutien à l'émergence d'un bassin d'agriculteurs plus jeunes, plus efficaces et plus professionnels, l'un des mécanismes ayant fait leurs preuves ailleurs a été l'utilisation de données de référence et de normes permettant aux producteurs de se comparer et de se remettre en question pour s'améliorer. Dans ce domaine, on pourrait s'appuyer sur l'expertise de la FAO en matière de statistiques et de données ainsi que sur les nouvelles technologies numériques, à la fois pour rassembler des informations sur ces mesures et en assurer la diffusion. De telles informations seront très utiles pour soutenir une plus grande productivité, améliorer l'efficacité, réduire les coûts et répondre à la nécessité dans laquelle se trouve l'agriculture de produire plus avec moins, ce qui, à son tour, relèvera les marges bénéficiaires des agriculteurs.
 26. Les résultats de l'enquête auprès des agriculteurs montrent que ces derniers utilisent principalement les moyens existants offerts par leurs téléphones portables intelligents et qu'ils n'utilisent guère les applications; ils montrent également que des innovations peuvent être apportées pour accroître les retombées positives de l'utilisation des supports existants pour les agriculteurs. Par exemple, on pourrait former des agents de vulgarisation agricole au rôle d'influenceur, afin de promouvoir de nouvelles techniques et technologies par le biais des moyens actuels de messagerie et de conversation en ligne.
 27. Les technologies numériques n'apporteront, dans l'ensemble, que des gains marginaux. Toutefois, compte tenu du nombre, de l'ampleur et de la gravité des défis auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires, une approche plus ambitieuse est nécessaire. La FAO et les gouvernements régionaux doivent promouvoir une recherche beaucoup plus innovante et ciblée pour résoudre l'ensemble des problèmes graves qui ne manqueront pas de se poser dans l'avenir et, dès le départ, prendre en considération la manière dont ces solutions pourraient être adoptées par les petits producteurs de la région. En particulier au vu du flux probable de problèmes nouveaux, urgents et inattendus qui se présenteront.

¹¹ Par exemple, en établissant des valeurs de référence précises en matière de rendement et de coût de production, afin de permettre aux agriculteurs de comparer leurs résultats aux normes nationales ou régionales, ce qui les incitera à s'améliorer.

Pénurie d'eau

28. **Situation:** Les thèmes qui se dégagent sont non seulement la rareté croissante de l'eau, en raison de la sécheresse et de la demande accrue d'autres secteurs, mais aussi l'augmentation des cas d'inondation à laquelle on s'attend. Les personnes interrogées sont convaincues que les rendements et/ou le nombre des cultures annuelles peuvent être augmentés de manière très sensible par l'application de plus grandes compétences et connaissances agronomiques.
29. **Action:** Il s'agit d'un domaine dans lequel les entreprises agricoles et le secteur public peuvent nouer des partenariats très utiles. Il existe un réel besoin d'investir dans des infrastructures d'eau d'irrigation, afin de réduire les pertes d'eau, tant au niveau des opérations de stockage que des opérations de distribution; ces investissements doivent être conjugués à des efforts de recherche en vue d'améliorer la précision des pratiques d'irrigation et d'accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau sans impact négatif sur les rendements. Le secteur privé a un rôle important à jouer. Par exemple, en produisant des systèmes d'irrigation toujours plus efficaces (irrigation goutte à goutte à faible coût, etc.) et à travers les nouvelles technologies qui permettent de répondre avec encore plus de précision aux besoins réels en eau des cultures.

Pêche durable

30. **Situation:** L'Asie est une région qui se caractérise par une grande consommation de poisson et autres produits aquatiques. La demande progresse plus rapidement que la croissance démographique. La production du secteur de la pêche de capture demeure stationnaire. Bien que l'on sache qu'avec une meilleure gestion, conjuguée à une diversification des produits de la mer, le degré de pérennité de la production du secteur pourrait être grandement rehaussé, l'aquaculture n'en demeure pas moins le principal ressort de l'offre appelée à répondre à la progression de la demande. Ce secteur est entré dans une ère exceptionnelle d'innovation et d'expansion. Il attire de plus en plus d'investissements privés, et ce, plus particulièrement avec la concentration des fournisseurs de matériel génétique (alevins, stock d'élite), d'aliments pour poisson d'élevage (surtout avec l'abandon des farines de poisson au profit d'autres sources de protéines, comme les insectes) et de produits bénéfiques pour la santé. Il existe d'excellentes possibilités d'améliorer le rendement et l'efficacité des systèmes d'aquaculture existants, en particulier chez les petits producteurs. Les systèmes intégrateurs, qui ont connu un tel succès comme modèles commerciaux inclusifs dans le secteur des poulets de chair, sont au stade embryonnaire, mais commencent à se développer. Ils font leur apparition dans le secteur de l'aquaculture. Ces systèmes prévoient l'approvisionnement en intrants et des conseils techniques aux éleveurs, conjugués à des accords de rachat garantis. Les exploitations aquacoles ont de faibles émissions de gaz à effet de serre par unité de protéine par rapport à la plupart des systèmes de production d'animaux terrestres. Les éclosiers du secteur public n'ont, pour la plupart, pas été en mesure de répondre à la demande de stocks de juvéniles. Le secteur des entreprises agricoles est généralement bien mieux armé pour répondre à cette demande.
31. **Action:** Il convient de nouer des partenariats avec des fournisseurs d'intrants du secteur privé, dont la vocation sera de promouvoir les pratiques optimales émergentes les plus durables et efficaces. Il est nécessaire d'améliorer la réglementation afin d'encadrer les investissements, dans le souci particulier de protéger les mangroves. Il faut également travailler avec les entreprises du secteur de la pêche et de l'alimentation afin d'améliorer le contrôle et la gestion des zones de pêche existantes. À cela s'ajoute la nécessité d'encourager l'innovation et le développement de produits alimentaires qui élargissent la biodiversité des produits aquatiques. Enfin, il convient de mieux répondre à la demande de protéines animales par des denrées alimentaires d'origine aquatique qui peuvent être produites localement et en émettant systématiquement moins de gaz à effet de serre que de nombreuses autres sources de protéines animales.

Systèmes alimentaires

32. **Situation:** Le concept de système alimentaire nous oblige tous à adopter des points de vue nouveaux et élargis. Il s'agit de passer d'une approche presque exclusivement axée sur la production, et plus particulièrement sur la production des petits exploitants, à une vision qui reconnaît les multiples problèmes qui menacent le système alimentaire mondial. Parmi ces enjeux figurent, par exemple, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, la santé des populations et la réduction de la part de l'alimentation et de l'agriculture dans les émissions de gaz à effet de serre ainsi que la nécessité de progresser dans la réalisation de tous les ODD. En ce qui concerne plus particulièrement l'ODD 17, qui vise à réaliser des changements à grande échelle, il faudra agir par le truchement de larges coalitions réunissant des partenaires de divers horizons.
33. À cette fin, 29 dialogues sur les systèmes alimentaires ont été menés à l'échelle mondiale, réunissant les voix des organisations de producteurs, des partenariats nationaux et régionaux, de la société civile, d'entreprises agricoles de toutes les tailles et de tous les secteurs d'activité, ainsi que celles de politiciens, de scientifiques et d'universitaires.
34. Ces dialogues ont mis en évidence quatre thématiques centrales: 1) encourager la production et la consommation de produits alimentaires sains et nutritifs; 2) promouvoir l'accès aux systèmes alimentaires par des approches inclusives; 3) faire participer les producteurs de denrées alimentaires, en particulier les petits producteurs, et les transformateurs à tous les aspects de la lutte contre les changements climatiques et à la pérennisation des pratiques agricoles et d'utilisation des terres; et 4) orienter les financements et les investissements vers la transformation souhaitée des systèmes alimentaires.
35. On dénombre dix domaines d'action distincts pour ces quatre thématiques: 1) Accélérer les transitions vers des choix alimentaires plus sains, réduire les gaspillages et tirer parti des marchés publics; 2) Adopter en priorité une approche inclusive axée sur les partenariats multipartites pour accompagner la transition des systèmes alimentaires, sans perdre de vue les moyens d'existence indispensables à ceux qui participent à la chaîne d'approvisionnement, et en soutenant les acteurs en amont et en aval dans les changements qu'ils doivent apporter; 3) Encourager financièrement la contribution positive aux écosystèmes, en utilisant des données scientifiques, et promouvoir des pratiques agricoles intelligentes face au climat; et 4) Veiller à ce que des financements soient disponibles pour investir dans des aliments nutritifs.
36. Une grande partie de cette réflexion est conforme à ce que nous avons entendu lors de notre propre processus de concertation (par exemple, l'importance des dialogues, les craintes concernant l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur le long terme, etc.). Les différences qui ont été observées portent sur la nécessité de suggérer à la FAO et aux gouvernements d'agir autrement, ainsi que sur des points particuliers abordés dans ces échanges, par exemple: les graves préoccupations que soulèvent le vieillissement rapide de la population agricole et son recul démographique; l'espoir de voir les technologies numériques produire des effets positifs; la manière d'améliorer les moyens d'existence, tant dans les exploitations agricoles que dans l'économie rurale; et les nouveaux emplois qui apparaissent dans les filières d'approvisionnement au sens large¹². À cela s'ajoutent les commentaires sur la complexité des réglementations, dans les domaines de l'alimentation et de la finance, qui a un impact négatif disproportionné sur le secteur des PME. A également été exprimée la nécessité d'une action urgente, d'une innovation allant au-delà des technologies numériques pour faire face à la menace que fait peser le changement climatique sur le secteur, et d'une restructuration du secteur agricole

¹² Sans oublier l'impact positif de l'augmentation des dépenses alimentaires dans la région Asie et Pacifique sur tous les maillons du système alimentaire.

et alimentaire¹³. Nous avons également demandé que les organismes de développement et les gouvernements soient plus attentifs au facteur temps.

37. **Action:** Les champs d'activité orientés sur la recherche de solutions sont les suivants: 1) élargir les domaines d'action de la FAO et des gouvernements pour englober des approches axées sur les systèmes alimentaires¹⁴; 2) nouer et accompagner des partenariats multipartites pour développer des thèmes communs adaptés aux besoins, élaborer des plans d'action et répartir les responsabilités dans l'obtention des résultats; 3) mettre en évidence et promouvoir des exemples de solutions attestées, reposant sur une recherche axée sur la pratique; et 4) aider à façonner les systèmes alimentaires de l'avenir dans le prolongement de la transformation positive qui s'est déjà amorcée, et répondre aux besoins alimentaires d'un secteur de consommation plus jeune et plus urbain.

Rencontre de l'ASEAN sur la Covid-19

38. Une réunion organisée par Wing money s'est tenue au Cambodge. Animée par M^{me} Serey Chea, Directrice générale de la Banque nationale, cette réunion visait à étudier la possibilité de mettre en place une plateforme numérique de commercialisation permettant aux entreprises du secteur de l'agroalimentaire de s'approvisionner plus facilement auprès des agriculteurs cambodgiens.
39. Au Myanmar, un échange a eu lieu entre la Banque mondiale, certains des principaux fournisseurs d'intrants agricoles du pays et quelques entreprises spécialisées dans les paiements par téléphone portable afin d'examiner comment le secteur privé pourrait participer à l'exécution du programme (par exemple, grâce à des bons électroniques pour l'achat d'intrants ou à des services de vulgarisation en ligne).
40. L'objectif est de mettre sur pied des groupes de travail spécialisés réunissant des partenaires des principaux secteurs afin d'élaborer conjointement un plan d'action permettant de mettre au point des solutions à moyen et à long terme pour remédier aux faiblesses des systèmes alimentaires de l'ASEAN révélées par la covid-19.
41. Lors des échanges, les domaines d'activité pour lesquels les participants étaient le plus favorables étaient tout d'abord la logistique, suivie de près par la commercialisation numérique, puis, avec un même niveau de soutien, les services de paiement par téléphone portable, les questions liées aux moyens d'existence, l'information numérique, l'environnement numérique favorable et la création d'un registre d'agriculteurs, qui constituerait une mesure concrète au fondement d'un futur système agricole mieux organisé, mieux compris et qui permette de fournir des services plus ciblés.

Présentation des différents domaines

42. **Logistique:** les blocages le long de la chaîne d'approvisionnement, qui empêchent les produits d'arriver sur les marchés finaux, sont généralement perçus comme étant les principales causes de bon nombre de problèmes rencontrés dans le système d'approvisionnement alimentaire de l'ASEAN. En raison de cette situation, certains produits sont jetés et les agriculteurs ne perçoivent pas de revenu, ce qui les empêche de faire les investissements nécessaires à leur culture suivante. Ce problème est connu, mais sa portée, son coût et sa répartition géographique sont bien plus flous. Cette question s'est avérée particulièrement importante pour le secteur privé. Selon les participants, les principaux points qui mériteraient un débat sont les suivants: 1. L'amélioration

¹³ Formation d'un bassin d'agriculteurs plus jeunes et plus performants, pouvant compter sur le soutien d'un réseau de prestataires de services (location de tracteurs, exploitation de drones, équipes de travailleurs).

¹⁴ Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (2021) permettra de mieux comprendre les systèmes alimentaires et les possibilités qui s'offrent à nous pour orienter le changement vers des résultats plus positifs qui soient en résonance avec les ODD.

- des opérations, de l'exécution et des échanges commerciaux dans les pays de l'ASEAN, aussi bien au niveau national que transfrontalier. 2. La mise en place d'innovations dans le secteur de la logistique rurale et notamment en ce qui concerne la connexion du premier kilomètre; 3. Le renforcement des activités et des investissements dans les infrastructures post-récolte. Un certain nombre de propositions ont été formulées, notamment: la création d'un site web recensant les réglementations et les restrictions transfrontalières appliquées aux produits commercialisés, ce qui permettrait de rendre la situation actuelle plus claire qu'elle ne l'est actuellement; l'harmonisation des procédures et des formalités administratives afin de favoriser les échanges commerciaux; la mise en place de systèmes de traçabilité et de suivi; les investissements dans les routes rurales et dans les infrastructures de stockage; le développement d'applications libres pour faciliter les envois et les livraisons réalisées par les très nombreux petits acteurs du secteur présents en zone rurale.
43. **Plateforme numérique de commercialisation:** la covid-19 a montré qu'il fallait disposer de systèmes de commercialisation plus souples, car ils présentent de nombreux avantages: ils permettent de changer facilement de produit en fonction des débouchés, de créer de la concurrence entre acheteurs et de répondre à la demande des consommateurs qui souhaitent acheter davantage de produits frais, s'approvisionner auprès de filières locales et, tout comme certaines entreprises du secteur agroalimentaire, acheter directement aux agriculteurs. Les meilleures plateformes de commercialisation jouent un rôle essentiel puisqu'elles informent les producteurs des changements au niveau de la demande et des habitudes d'achat de leurs clients, qu'il s'agisse d'entreprises du secteur agroalimentaires ou de consommateurs. Le secteur public s'est montré très intéressé par les possibilités offertes par cette technologie et souhaite savoir quelles conditions doivent être réunies pour garantir le succès de la commercialisation de produits agricoles grâce aux outils numériques (par exemple, portefeuilles électroniques ou services de paiement par téléphone portable, existence d'une classe moyenne de consommateurs suffisante, infrastructures nécessaires: routes, logistique, internet et réseaux wifi). Les entreprises qui se lancent dans ces activités souhaitent savoir quelles sont les erreurs à éviter et quels sont les ingrédients du succès. À cette fin, on pourrait ainsi envisager: l'organisation d'un webinaire à l'attention des hauts responsables de l'ASEAN portant sur les exigences, les besoins et les avantages de ces nouvelles plateformes de commercialisation; la mise en place d'un groupe de travail régional ou d'une communauté de pratique facilitant l'échange de bonnes pratiques.
44. **Paiement par téléphone portable:** on considère que les paiements par téléphone portable permettent d'améliorer les flux de liquidités dans les économies rurales et de faciliter les achats de produits et qu'ils sont un élément essentiel du succès des plateformes numériques de commercialisation. Il nous semble que le Cambodge a de l'avance dans ce domaine, notamment grâce à Wing money, même si d'autres entreprises sont présentes sur ce marché (par exemple, OnGo ou True). Avec ses 17 millions d'utilisateurs et ses 57 000 agents, Wave money est un acteur majeur au Myanmar, mais il ne faut pas oublier True et OnGo. Nous ne savons pas si ces services de paiement par téléphone portable sont utilisés ailleurs dans la région, quels modèles commerciaux ils proposent et s'il serait utile de mettre en place une communauté de pratique afin d'encourager l'adoption des paiements par téléphone portable, qui pourraient devenir une pratique quotidienne à l'avenir et favoriseraient les achats, les ventes et l'adoption de nouvelles solutions de commercialisation en zone rurale. Les prochaines étapes, qui consisteront notamment à réunir les acteurs du secteur, à faire part de leurs besoins aux gouvernements et aux donateurs et à étayer ces arguments avec des exemples concrets qui illustrent les avantages économiques au sens large, ne sont pas encore bien délimitées.
45. **Information:** au cours de la pandémie de covid-19, les agriculteurs se sont heurtés au manque d'information, notamment en ce qui concerne l'évolution radicale de la demande des consommateurs, à laquelle ils auraient pu s'adapter (les consommateurs se sont détournés des supermarchés et des plats préparés, au profit de produits à cuisiner eux-mêmes, de préférence frais, achetés auprès de chaînes d'approvisionnement locales ou en ligne), les risques en matière

de santé ou les bonnes pratiques pour éviter les risques. Dans certains cas, les autorités locales ne connaissaient pas les règles et les nouvelles réglementations et des produits agricoles ont été bloqués dans les «couloirs verts». En outre, il y a eu des difficultés, qui persistent encore, pour transmettre les bonnes pratiques en matière de productivité, de durabilité et de résilience. La pandémie de covid-19 a permis de faire émerger de nouvelles modalités de communication qui ont été efficaces. Singapour a eu recours aux réseaux sociaux pour communiquer à sa population des informations sur la pandémie et sur les bonnes pratiques permettant de se protéger soi-même, sa famille et ses employés. En Chine, des conférences sur la covid-19 et des cours universitaires s'adressant aux agriculteurs ont été diffusés en direct sur internet. En ce qui concerne le système de vulgarisation agricole, la plupart des pays cherchent des solutions pour faire baisser les coûts et éviter les contacts directs. De même, étant donné que les entreprises qui commercialisent des intrants trouvent que la diffusion d'informations techniques à des milliers de petits producteurs lors de visites réalisées par des agronomes revient trop cher, celles-ci s'intéressent de près aux outils numériques. À l'échelon régional, où les applications agricoles sont très peu utilisées, contrairement aux forums en ligne, l'utilisation des réseaux sociaux est une piste encore peu explorée. La région regorge cependant d'idées, de nouvelles technologies et d'innovations, mais on y pratique encore peu l'échange des bonnes pratiques émergentes et des solutions qui fonctionnent.

46. **Moyens d'existence:** même si certains étaient favorables à l'approche consacrée aux moyens d'existence, cette dernière a été perçue comme une simple déclaration d'intention, une réflexion sur le besoin de trouver des solutions qui améliorent les moyens d'existence. Aucun domaine d'action en particulier n'a émergé des débats, hormis les propositions déjà formulées concernant les paiements par téléphone portable, les nouvelles plateformes numériques, l'amélioration de la logistique et le renforcement des services d'information aux agriculteurs.
47. **Politique numérique:** la communauté des bailleurs de fonds et certaines entreprises du secteur de l'agroalimentaire (et d'autres secteurs) se sont montrés très intéressés par une amélioration conséquente de l'infrastructure internet et de la bande passante dans les zones rurales de la région, qui serait essentielle en vue de la transformation positive du monde rural. Tout dépendra des investissements et de la capacité à prouver quelles pourraient être les effets positifs d'une bande passante plus large et d'un meilleur accès aux infrastructures numériques. Il a notamment été question des répercussions du nouveau câble numérique traversant le Pacifique sur la bande passante en zone rurale. Les Philippines seront certainement le premier pays concerné, ce qui en fait le candidat idéal pour réaliser des projets pilotes sur les services numériques renforcés. On s'est également demandé si les gouvernements utilisaient les fonds provenant des opérateurs de paiements par téléphone, qui devaient être mis de côté pour financer spécifiquement les infrastructures numériques rurales. Que pourrait-on faire pour exploiter cette manne financière?
48. **Registres des agriculteurs:** (NB: cette initiative pourrait être associée à la précédente). Les donateurs (Banque Mondiale et FIDA, en particulier) accordent beaucoup d'intérêt à la mise en place de registres d'agriculteurs (plutôt qu'à une liste) dans chaque pays, afin de savoir qui sont les agriculteurs, les propriétaires terriens, les locataires, quelle est la surface et l'emplacement des exploitations. Dans l'idéal, chaque agriculteur se verrait attribuer un identifiant unique, ce qui permettrait d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des services numériques.